CONSTANTINE

Émeutes à Aïn S'mara

Comme il fallait s'y attendre, la publication, hier, à la commune de Aïn S'mara, de la liste des bénéficiaires des 290 logements sociaux locatifs à Hraïcha et la cité Hmama a fait des vagues. Des dizaines de citoyens, dont les noms ne figuraient pas sur la liste, ont fermé la RN 5, alors que d'autres ont assiégé les locaux de la daïra du Khroub.

L'impressionnant dispositif des forces anti-émeutes qui avaient quadrillé, dès les premières heures de la matinée d'hier, la ville, notamment le siège de la commune de Aïn S'mara, pour prévenir d'éventuels débordements, n'a pas dissuadé les mécontents de manifester leur colère. Plusieurs dizaines de personnes, «écartées» de la liste des bénéficiaires, affichée à quelques mètres de la mairie, ont barricadé, à l'aide de troncs d'arbre, de pneus brûlés et autres objets hétéroclites, la RN 5 dans les deux sens.

La circulation automobile a été coupée pratiquement durant toute la matinée. Même l'accès à l'autoroute Est-Ouest a été fermé par les manifestants. Les forces anti-émeutes déployées sur les lieux ont affiché, en fait, un comportement serein en préférant, plutôt, surveiller le déroulement des évènements de loin sans vraiment intervenir, évitant ainsi l'affrontement avec les manifestants. Les contestataires qui se disent «lésés dans leur droit légitime d'accéder à un logement décent» ont réclamé «l'annulation de cet liste». Car y «figurent, des indus bénéficiaires qui n'ouvrent pas réellement droit et sont étrangers à la ville». A l'autre bout de la ville, devant la daïra du Khroub, dont dépend administrativement la commune de Aïn S'mara, un autre groupe de citoyens a organisé un sit-in pour réclamer «justice et réparation». «Cela fait plus de dix ans que j'attends d'être relogé moi et mes enfants. Mais, à chaque fois, je me retrouve écarté injustement des listes de bénéficiaires. Rien n'a changé puisque les corrupteurs et les passe-droits bénéficient de logement» s'insurgent des exclus de cette opération, la deuxième du genre, dans la commune en l'espace de quelques jours.

Selon ces derniers, une délégation de huit personnes, représentant les contestataires, a été reçue par le chef de daïra en début d'après-midi. Ce dernier aurait «conseillé» aux mécontents «de suivre la voie des recours», et leur a promis de se pencher sur leur situation au cas par cas. De son côté, le maire d'Aïn S'mara, joint par téléphone, s'est dit «occupé» et s'est refusé à tout commentaire.

Photo : DR

Aïn S'mara connaît des mouvements de protestation à répétition.

Un calme précaire est revenu à Aïn Smara en début d'après-midi après que les forces d'intervention de la Gendarmerie nationale eurent réussi à lever les barricades dressées par les émeutiers et ouvrir les différentes routes à la circulation. Rien ne dit, cependant, que la sérénité sera de retour, puisque les manifestants semblaient décidés à revenir à la charge au moindre relâchement du dispositif sécuritaire mis en place. C'est du moins ce qu'ils ont laissé entendre en évacuant les espaces occupés dans la matinée.

Il convient de rappeler que la même commune avait connu la semaine dernière des mouvements de protestation similaires où des dizaines de personnes «exclues» de l'opération de relogement de 162 familles habitant les bidonvilles de Chettaba et la cité communale avaient également bloqué la RN 5.

Farid Benzaid

EL TARF

Grève des fonctionnaires de la Direction des transports

Le torchon brûle entre le directeur et 24 fonctionnaires sur les 27 que compte la Direction des transports de wilaya.

Les 24 fonctionnaires sont entrés dans une grève illimitée depuis hier et ce jusqu'à satisfaction de l'ensemble des revendications contenues dans une doléance adressée aux autorités locales et à leur tutelle et dont nous détenons une copie.

Les griefs formulés à l'encontre du directeur, objet de ce mouvement de débrayage sans précédent, concernent entre autres les primes de rendement individuel non perçues depuis le mois de janvier 2011, les primes de scolarité, les promotions et les échelons gelés depuis 2010, les frais de mission, les ordinateurs en panne depuis belle lurette dont un seul fonctionne, le manque de moyens de transport dans le cadre des missions de travail, le manque criant des moyens de bureautique élémentaires tels les rames de papier et les stylos, obligeant les citoyens à apporter des feuilles blanches pour régler leurs affaires administratives, les logements de fonction distribués d'une manière illégale et sans équité, le deux poids deux mesures dans l'application des retenues sur salaire et ce selon le degré d'allégeance envers le boss.

Sans omettre de signaler son comportement indigne et à la limite du harcèlement sexuel à l'endroit particulièrement des jeunes femmes intégrées dans le cadre du dispositif du DAIP, l'achat de l'eau potable pour notre propre consommation et pour les WC ; la cause est le non-paiement des factures auprès de la Seata (société de l'eau et de l'assainissement de Annaba et El Tarf), le manque de mobilier. Les chaises et tables sont dans un état lamentable, une situation qui dure depuis plus de 10 années, l'utilisation abusive du chauffeur à des fins purement personnelles particulièrement le transport de sa femme et de ses enfants qu'il ramène chaque week-end de Constantine par le biais du véhicule de la direction et ce sans ordre de mission. Ainsi, face au pourrissement de la situation et des conditions de travail, les 24 signataires de la pétition revendiquent le départ sans condition du directeur, et la mise sur pied d'une commission d'enquête par la tutelle dans les plus brefs délais pour faire la lumière sur la situation prévalant dans ladite direction. Nos tentatives de joindre le directeur n'ont pas abouti, ce dernier s'est muré dans son bureau.

Reste que dans la wilaya d'El Tarf, c'est un secret de Polichinelle, le secteur des transports est complètement déstructuré et tous les projets de gares routières ne sont pas encore achevés à l'image de ceux des daïras de Bouhadjar et Dréan.

Daoud Allam

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Sit-in ce matin des enseignants vacataires

Insatisfaits de leur dernière rencontre avec le secrétaire général du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, les enseignants vacataires montent au créneau. Ils observeront, aujourd'hui, un sit-in devant le ministère.

Les enseignants vacataires n'entendent pas arrêter leur combat pour une intégration. Ils seront nombreux à venir manifester leur inquiétude quant à la régularisation de leur situation socioprofessionnelle. Selon ces derniers, lors de la rencontre du 23 juin, le secrétaire général du ministère aurait déclaré qu'il n'y avait aucun contrat entre les doctorants et le ministère.

Les enseignants vacataires sont recrutés à titre de «tâches accessoires» et il n'y a pas lieu de les comparer aux enseignants du ministère de l'Education, qui ont tout de même été intégrés et régularisés malgré leur nombre important, tiennent à souligner les vacataires.

Le SG du ministère leur aurait signifié qu'il serait inutile de profiter des circonstances du printemps arabe pour avoir des bénéfices secondaires. «Oubliez l'intégration, vous n'êtes ni employés ni contractuels, vous êtes recrutés à titre d'accessoires. Nous n'avons pas de promesses à vous faire. Dans deux ans, le titre de magister ne sera plus reconnu, le recrutement se fera par le titre de docteur» est-il rapporté par les enseignants vacataires.

Photo : Samir Sidw

Rachid Harraoubia.

Toutefois, d'après ces derniers, le SG reconnaît n'avoir aucune statistique concernant le nombre des enseignants vacataires, les heures de vacation qu'ils occupent et encore moins depuis combien d'années ils occupent des places au sein des universités.

Une conférence nationale est programmée par le ministère les 9 et 10 du mois en cours.

Le secrétaire général du ministère aurait promis d'exposer les revendications des vacataires lors de cette rencontre.

Pour rappel, ils sont près de 8 000 enseignants vacataires à travers les différentes universités du pays. Ils accomplissent les mêmes tâches que celles confiées aux enseignants permanents.

Ni rémunérés ni reconnus à leur juste valeur, les enseignants vacataires se disent «exploités» depuis des années.

Wassila Z.